

# LA LUTTE POUR UN SALAIRE DÉCENT (*LIVING WAGE*). FORCE ET FAIBLESSE D'UN MOUVEMENT PROGRESSISTE FACE À L'OFFENSIVE CONSERVATRICE

Isabelle Richet

L'Harmattan | « Politique américaine »

2012/2 N° 20 | pages 103 à 122

ISSN 1771-8848

ISBN 9782336002033

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-politique-americaine-2012-2-page-103.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# La lutte pour un salaire décent (*living wage*). Force et faiblesse d'un mouvement progressiste face à l'offensive conservatrice

ISABELLE RICHEL\*

Durant la campagne électorale de 2008 qui allait voir la victoire du premier président Noir des États-Unis, une violente controverse prit pour cible ACORN – *Association of Community Organizations for Reform Now* - une association communautaire peu connue du grand public jusqu'alors. Organisation progressiste, qui apporta son soutien au candidat Barack Obama, ACORN avait, à son habitude, fait campagne pour convaincre les citoyens les plus défavorisés de s'inscrire sur les listes électorales. Elle se trouva soudain la cible d'un tir nourri d'accusations de fraude par une multitude de bloggers, d'animateurs de talk-shows radiophoniques et télévisés, et autres faiseurs d'opinions qui forment la « caisse de résonance » du mouvement conservateur américain. Les candidats républicains John McCain et Sara Palin reprirent à l'envi ces accusations, associant Barack Obama à ACORN. Au lendemain de la victoire du candidat démocrate, la campagne contre ACORN, accusée d'avoir « volé l'élection » pour Obama, reprit de plus belle, sur un ton encore plus violent, lorsque deux jeunes activistes conservateurs, James O'Keefe et Andrew Breitbart, diffusèrent des vidéos où l'on voyait des

---

\* Professeur de civilisation américaine à l'Université Paris Diderot.

organisateurs d'ACORN expliquant à une prostituée et son souteneur comment éviter de payer des impôts. Les vidéos furent retransmises sur le site conservateur *biggovernment.com*, animé par Andrew Breitbart, présentées en boucle par la blogosphère conservatrice et reprises ensuite telles quelles par Glenn Beck et Fox News puis par tous les grands médias d'information. ACORN fut également accusée d'avoir déclenché la crise des *subprimes* en encourageant les institutions financières à accorder des prêts risqués alors que depuis plus de deux décennies, elle avait été la seule voix à dénoncer ces pratiques<sup>1</sup>.

Au-delà des circonstances immédiates de la campagne électorale et de la contribution supposée d'ACORN à la victoire de Barack Obama, il est intéressant de resituer cette campagne d'une violence inouïe, fondée sur des « preuves » dont il a ensuite été démontré qu'elles avaient été fabriquées de toutes pièces, dans l'offensive conservatrice contre toute forme d'activisme progressiste dans le pays<sup>2</sup>. Les attaques lancées à la même époque, par les mêmes forces, contre *Planned Parenthood*, le planning familial qui conseille les femmes sur la contraception et l'avortement, et la remise en cause des droits syndicaux des employés publics du Wisconsin participent au même titre de ce qu'un observateur décrit comme « l'assaut final contre la légitimité de tous les groupes dans la société qui pourraient représenter un obstacle pour l'influence de la nouvelle droite. »<sup>3</sup>. ACORN était précisément un de ces groupes qui, depuis plusieurs décennies, défendaient les intérêts des secteurs les plus défavorisés et était devenu la colonne vertébrale de la campagne en faveur d'un « salaire décent » accusé par les conservateurs, « d'introduire en douce le socialisme dans nos villes »<sup>4</sup>. Cette campagne, qui a rencontré

---

1. Pour une étude minutieuse de la construction de cette campagne par les médias conservateurs, cf. Peter Dreier et Christopher R. Martin, « How ACORN Was Framed: Political Controversy and Media Agenda Setting », *Perspectives on Politics*, vol.8, n°3, septembre 2010, p.761-792 ; pour la dimension politique de la campagne, cf. Peter Dreier & John Atlas, « The GOP's Blame-ACORN Game », *The Nation*, 22 octobre 2008.

2. John Schwartz, « Report Uncovers No Voting Fraud by ACORN », *New York Times*, 24 décembre 2009; Katrina Vanden Heuvel, « Extra, Extra: Read All about ACORN », *The Nation*, 5 janvier 2010.

3. Ryan Grim, « Behind the Assault on Planned Parenthood », *Huffington Post*, 25 février 2011; Daniel Fromson, « The Republican Struggle against Planned Parenthood and Women's Health », *The Atlantic*, 8 avril 2011.

4. Steven Malanga, « How the 'Living Wage' Sneaks Socialism into Cities », *City Journal*, hiver 2003. Il s'agit d'une publication du *think tank* conservateur de New York, le *Manhattan Institute*.

des succès importants dans tout le pays, illustre à la fois les possibilités de développement d'une riposte à l'offensive conservatrice, mais aussi les limites et les faiblesses du camp progressiste.

## UN MOUVEMENT POPULAIRE À LA BASE

Tout a commencé à Baltimore au début des années 1990, lorsque la banque alimentaire du Maryland, un réseau charitable d'environ 140 soupes populaires lié aux Églises, constata à l'issue d'une enquête sur ses usagers que 27% de ceux-ci étaient des travailleurs à plein temps, ces « salariés pauvres » aux revenus inférieurs ou tout juste égaux au seuil officiel de pauvreté. Les responsables de ce réseau firent assez rapidement le lien avec la politique de la municipalité qui avait distribué près de 2 milliards de dollars de subventions à des entrepreneurs privés afin de rénover le centre-ville en y construisant de grands hôtels touristiques et un centre d'affaires luxueux. Non seulement cette généreuse distribution de fonds publics n'avait rien fait pour améliorer les conditions de logement dans les quartiers pauvres de la ville, mais elle avait directement contribué à la généralisation des salaires de misère, les employeurs de ces somptueux équipements offrant en général des rémunérations au salaire minimum sans aucun avantage social tel qu'une assurance maladie ou une retraite complémentaire<sup>5</sup>.

Nombre des animateurs des soupes populaires appartenaient à un réseau d'associations communautaires, BUILD – *Baltimoreans United in Leadership Development* – regroupant une cinquantaine de paroisses catholiques et protestantes engagées depuis des années dans des campagnes visant à améliorer le logement, l'éducation et l'emploi dans les quartiers défavorisés de la ville. Au moment où BUILD commençait à dénoncer la « politique municipale de subvention de la pauvreté », le syndicat des fonctionnaires de la ville se voyait, lui aussi, directement frappé par la décision du conseil municipal d'externaliser toute une série d'emplois publics en les confiant à des sous-traitants privés qui réduisaient au maximum les coûts du travail – et donc les salaires – afin d'obtenir ces juteux contrats. Rapidement, BUILD et l'AFSCME – *American Federation of State, County, and Municipal Employees* – allièrent leurs forces pour exiger de la municipalité qu'elle impose dans ses contrats de sous-traitance, tout comme dans ses accords de subvention,

---

5. Janice Fine, « Contemporary Community Unionism. Some Lessons from Baltimore and Stamford », in David B. Reynolds, dir., *Partnering for Change. Unions and Community Groups Build Coalitions for Economic Justice*, Armonk, N.Y., M.E. Sharpe, 2004, p.167-168.

que les entreprises privées bénéficiant de ses largesses offrent à leurs employés un salaire décent – un *living wage* – évalué en fonction du niveau de vie local et incluant une assurance maladie. À la suite d'une campagne alliant interventions militantes des travailleurs des sites concernés et pressions sur les élus, le conseil municipal de Baltimore vota en 1996 la première loi pour un salaire décent<sup>6</sup>. Le mouvement initié à Baltimore fit rapidement boule de neige, donnant naissance à ce que certains considèrent comme le plus important mouvement en faveur de la justice sociale depuis la campagne pour les droits civiques<sup>7</sup>. De la loi de 1996 à Baltimore, qui concernait environ 3 000 salariés, à la loi de 2006 à Santa Fe imposant le paiement d'un salaire décent à toutes les entreprises de la ville employant plus de 25 salariés, le mouvement a touché environ 200 municipalités, y compris New York, Chicago et Los Angeles, et même un État, le Maryland. Dans des combinaisons variables, on trouve dans toutes ces campagnes un schéma similaire. Il s'agit tout d'abord de campagnes locales qui s'adressent aux autorités municipales – et dans certains cas aux États – pour exiger que l'argent public soit investi en faveur du bien public. Elles impliquent directement les travailleurs pauvres eux-mêmes, cette mobilisation à la base étant essentielle pour construire un rapport de force susceptible d'influencer les élus locaux. Enfin, elles sont portées par des coalitions regroupant une multitude d'associations communautaires, de groupes religieux et de sections syndicales militantes soucieuses d'organiser les travailleurs précaires peu touchés par les organisations syndicales traditionnelles au sein des entreprises<sup>8</sup>.

Afin de cerner la dynamique de ce mouvement social d'envergure, il faut tout d'abord le resituer dans un contexte politique particulièrement défavorable aux courants progressistes. L'offensive conservatrice contre les acquis des salariés est en effet essentielle pour en comprendre

6. Melissa C. Snarr, « Oh Mary Don't You Weep : Progressive Religion in the Living Wage Movement », *Political Theology*, vol.8, n°3, 2007, p.271-272; Oren M. Levin-Waldman, *The Political Economy of the Living Wage: A Study of Four Cities*, Armonk, N.Y., M.E. Sharpe, 2005, p.143.

7. Robert Kuttner, « The Living Wage Movement », *The Washington Post*, 20 août 1997; David B. Reynolds, « The Living Wage Movement Mushrooms in the United States », in Deborah M. Figart, dir., *Living Wage Movements. Global Perspectives*, London & New York, Routledge, 2004, p.69.

8. Margaret Levi, David J. Olson, Erich Steinman, « Living Wage Movement », in Immanuel Ness, dir., *Encyclopedia of American Social Movements*, Armonk, NY, M.E. Sharpe, 2004, vol. 4, p.1471-1481; David B. Reynolds, Jen Kern, « Labor and the Living Wage Movement », in D. B. Reynolds, dir., *Partnering for Change, op. cit.*, p.68-87.

l'émergence, en particulier le découplage entre l'évolution du marché de l'emploi et celle des revenus du travail, le refus répété des autorités fédérales d'enrayer la détérioration du pouvoir d'achat du salaire minimum, mais aussi la réforme de l'aide sociale (le « welfare ») qui a poussé sur le marché du travail plusieurs millions de travailleurs sans qualification. Alors que, depuis les années soixante-dix, on assiste à une vaste mobilisation de forces conservatrices disposant de ressources financières, légales, médiatiques et politiques apparemment illimitées, il est également important d'identifier les moyens disponibles pour le développement de campagnes en faveur de la justice sociale : les ressources matérielles, politiques et culturelles mobilisées, l'articulation des revendications, l'insertion dans le jeu politique local. Au-delà des succès locaux, ce mouvement qui s'est développé sur plus de dix ans a également contribué à l'augmentation substantielle du salaire minimum décrétée par le Congrès démocrate élu lors des élections de mi-mandat de 2006.

## EMPLOI ET PAUVRETÉ

Le mouvement pour un salaire décent est né dans un contexte marqué par une sévère détérioration des revenus du travail, résultat recherché de l'offensive conservatrice à l'œuvre depuis plusieurs décennies aux États-Unis. Afin de restaurer leurs marges de profit dans un contexte économique mondialisé de plus en plus concurrentiel, les entrepreneurs américains ont mené depuis les années 1980 une attaque frontale visant à réduire les coûts du travail et entraînant une profonde restructuration de l'emploi. Les délocalisations des entreprises industrielles vers les pays à bas salaires, la renégociation à la baisse des conventions collectives et les attaques contre les syndicats ont entraîné une stagnation durable du salaire réel moyen pour les 2/5<sup>ème</sup> des salariés les plus pauvres<sup>9</sup>. De plus, la croissance des inégalités salariales a été accentuée par la prolifération des emplois de service sous-payés et sans avantages sociaux qui représentent plus de la moitié des emplois créés au cours des trois dernières décennies. Comme le notait par exemple une étude du *Bureau of Labor Statistics*, « les emplois qui ne requièrent qu'une formation sur le tas et se situent dans la moitié inférieure de l'échelle des revenus (et beaucoup dans les

---

9. Lawrence Mischel *et al.*, *The State of Working America*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2001, p.55. Pour deux études françaises très détaillées de cette offensive, cf. Marianne Debouzy, *Le monde du travail aux États-Unis : les temps difficiles (1980-2005)*, Paris, L'Harmattan, 2009 ; Catherine Sauviat et Laurence Lizé, *La crise du modèle social américain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

20% inférieurs) représentaient 7 emplois sur 10 créés en 2000 »<sup>10</sup>. Enfin, dans un marché du travail extrêmement volatile, la précarité touche de plus en plus de salariés, les emplois « substandard » – temporaires, temps partiel involontaire, travail intermittent – représentant 25% du total<sup>11</sup>. Cette détérioration de la qualité de l'emploi s'est poursuivie même dans les phases d'embellies du marché du travail dans la seconde moitié des années 1990 et les années qui ont précédé la « grande dépression » de 2008-2009, la baisse significative du chômage n'entraînant pas nécessairement une baisse équivalente de la pauvreté. En fait, les taux historiquement bas du chômage au cours de ces deux périodes ont coexisté avec la création de millions d'emplois sous-payés occupés par une armée de salariés pauvres<sup>12</sup>.

Autre élément qui a contribué à la prolifération d'emplois sous-payés, la réforme du *welfare* – aide sociale – de 1996 a jeté sur le marché du travail des millions de personnes sans qualifications qui sont venues augmenter cette armée de réserve de travailleurs pauvres. Fruit d'un compromis entre le Congrès républicain et le président démocrate Bill Clinton, la réforme du *welfare* a mis fin à l'AFDC, - *Aid to Families With Dependent Children* – le programme d'aide sociale instauré par le *New Deal* qui offrait une aide financière, sans limites dans le temps, aux familles monoparentales vivant dans la pauvreté. Elle y a substitué un autre programme, TANF – *Temporary Aid to Needy Families* –, qui limite l'aide à cinq ans dans une vie et répond à de stricts critères d'attribution. En particulier, les États qui gèrent le programme doivent s'engager à mettre les bénéficiaires de l'aide sociale au travail dans les deux ans, sous peine de voir les fonds fédéraux drastiquement réduits. Il peut s'agir de « vrais » emplois, souvent temporaires ou à mi-temps et rémunérés au salaire minimum, ou de « *workfare* », un système par lequel les municipalités font assumer aux bénéficiaires de l'aide sociale une série de tâches – nettoyage des parcs, des rues, gardiennage – en échange de leurs

---

10. Daniel E. Hecker, « Occupational Employment Projections », *Monthly Labor Review*, vol.124, n°11, novembre 2001, p. 57-84.

11. Brett Theodos, Robert Bednarzik, « Earnings Mobility and Low-Wage Workers in the United States », *Monthly Labor Review*, vol. 129, n° 6, juillet 2006, p.35; L. Mischel *et al.*, *The State of Working America*, *op.cit.*; Arne L. Kallenberg, Barbara F. Resking, Ken Hudson, « Employment Relations and Job Qualities in the United States », *American Sociological Review*, vol.65, n°2, avril 2000, p.256-278.

12. Immanuel Ness, « Poverty, Welfare, and the Labor Movement », *Working USA*, vol.6, n°3, décembre 2002, p.3; Beth Shulman, *The Betrayal of Work. How Low-Wage Jobs Fail 30 Million Americans and Their Families*, New York, New Press, 2003.

allocations<sup>13</sup>. Si les autorités se sont félicitées de la baisse rapide du nombre de bénéficiaires du *welfare* – de 4,6 millions à 2,1 millions de familles de 1996 à 2001 –, leur mise au travail n'a cependant pas entraîné de baisse significative de leur pauvreté. En 2003, 60% des bénéficiaires du *welfare* travaillaient, mais parmi ceux-ci 69% continuaient à vivre dans la pauvreté du fait du type d'emplois occupés. La réforme du *welfare* n'a donc pas tant entraîné un passage de l'aide sociale à l'indépendance économique qu'un passage de l'aide sociale au salariat pauvre comme le confirment toutes les études menées à ce jour<sup>14</sup>.

Une autre cause de la stagnation des plus bas salaires découle de l'évolution du salaire minimum. Depuis le *Fair Labor Standards Act* de 1938, le salaire minimum fédéral a établi un plancher limite pour les revenus salariaux. Même si le président Roosevelt parlait d'un « salaire décent » qui signifiait « plus qu'un niveau élémentaire de subsistance », sous la pression des lobbies du monde des affaires et d'une série d'États le salaire minimum n'a jamais assuré qu'un revenu de survie, même dans les plus belles années de l'après-guerre<sup>15</sup>. Pourtant, la tendance était à l'augmentation régulière de ce niveau plancher. Au milieu des années 1960, le salaire minimum pour un emploi à plein temps représentait 53% du salaire moyen du secteur privé et équivalait à peu près au seuil officiel de pauvreté pour une famille de trois personnes.

Or depuis les années 1970, on a assisté à une dégradation régulière du pouvoir d'achat du salaire minimum due à la réticence croissante des gouvernements successifs à l'augmenter et à sa non-indexation sur la hausse du coût de la vie. Entre 1981 et 2007, le salaire minimum n'a été augmenté que deux fois. On ne sera pas surpris d'apprendre que le président Reagan s'est opposé à toute augmentation durant ses deux

---

13. Gary Burtless, « The Low-Wage Labor Market: Can the Labor Market Absorb Three Million Welfare Recipients? », mars 2004

<http://aspe.gov/hsp/lwl99/burtless.htm> (consulté le 20 novembre 2011); Isabelle Richet, « La Providence sans l'Etat? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 75, 2004, p.96-106.

14. Max B. Sawicky, « The Mirage of Welfare Reform », *WorkingUSA*, vol.6, n°3, décembre 2002 p.55-69; Frances Fox Piven, « Discipline and Seduction: The Campaign to Regulate American Workers », *ibid.*, p.8-17; The Urban Institute, « A Decade of Welfare Reform: Facts and Figures », juin 2006.

15. F.D. Roosevelt « Statement on N.I.R.A. », 16 juin 1933, in J.B.S. Hardman, *Rendez-Vous With Destiny: Addresses and Opinions of F.D. Roosevelt*, Whitefish, MT, 2005, p.329; Willis J. Norlund, *The Quest for a Living Wage: The History of the Federal Minimum Wage Program*, Westport, CT, Greenwood Pub., 1997, p. 31-50.



mandats. Après le coup de pouce de 50 cents accordé en 1991 par le premier président Bush, il fallut attendre 1997 quand, après de nombreuses hésitations, le « nouveau démocrate » Bill Clinton, augmenta à son tour le salaire minimum de 50 cents<sup>16</sup>. Il s'écoula encore dix ans avant une nouvelle – et substantielle – augmentation par le Congrès démocrate élu en novembre 2006. En conséquence, le pouvoir d'achat du salaire minimum n'a cessé de se détériorer. En valeur réelle (dollars 2006), il atteignait \$8.97 en 1969 – sa valeur la plus élevée – et 5.15 en 2006. Au début des années 2000, le salaire minimum n'atteignait plus que 31% du salaire moyen et un travail à plein temps au salaire minimum offrait un revenu égal à environ 80% du seuil officiel de pauvreté pour une famille de deux personnes<sup>17</sup>.

Si, par le passé, les emplois au salaire minimum étaient occupés avant tout par des jeunes et des immigrés primo-arrivants qui accédaient assez vite à des emplois mieux payés, on a assisté à un net renversement de tendance qui voit un nombre croissant d'adultes rémunérés au salaire minimum et une plus grande difficulté à sortir de ces emplois mal payés. Ainsi, en 1990, 58,1% des bénéficiaires du salaire minimum étaient des jeunes entre 16 et 25 ans et 41,9% des adultes, mais en 2010, une majorité – 51% - était des adultes de plus de 25 ans<sup>18</sup>. Et il est de plus en plus difficile pour les adultes touchant le salaire minimum de trouver un emploi mieux rémunéré. Les études les plus récentes menées sur ce groupe montrent que si un peu plus d'un tiers s'élève dans l'échelle des salaires, un tiers reste rémunéré au salaire minimum et environ un quart se retrouve rapidement au chômage<sup>19</sup>.

---

16. Selon Robert Reich, Bill Clinton pensait que l'augmentation du salaire minimum faisait trop « vieux démocrate », cf. Jon Gertner, « What is a Living Wage ? » *New York Times Magazine*, 15 janvier 2006.

17. Jared Bernstein, Isaac Shapiro, « Nine Years of Neglect: Federal Minimum Wage Remains Unchanged for Ninth Straight Year. Falls to Lowest in More than Half a Century », Center on Budget and Policy Priorities, 31 août 2006; Economic Policy Institute, *Issue Guide: Minimum Wage*, 2010; « The Declining Value of the Minimum Wage », Economic Policy Institute, 17 novembre 2010; Catherine Sauviat, « La revalorisation du salaire minimum: une priorité du nouveau Congrès », *Chronique internationale de l'IREs*, n°104, janvier 2007, p.39-49.

18. « Characteristics of Minimum Wage Workers », *Bureau of Labor Statistics*, U.S. Department of Labor, mars 2009.

19. Heather Boushey, « No Way Out: How Prime-Age Workers Get Trapped in Minimum Wage Jobs », *WorkingUSA*, vol. 8, n° 6, décembre 2005, pp. 659-670; J. Bernstein, I. Shapiro, *op. cit.*, p.40-41.

Il est vrai que les travailleurs recevant le salaire minimum ne représentent que 3 à 4% des salariés américains. Cependant, les salariés pauvres sont beaucoup plus nombreux. En effet, le seuil officiel de pauvreté, établi selon le modèle des consommations des ménages du début des années 1960, ne permet pas de rendre compte des difficultés matérielles des familles quatre ou cinq décennies plus tard. Établi en 1965, au moment de la guerre contre la pauvreté du président Johnson, ce seuil représentait alors 46% du revenu moyen des Américains, il n'en représente plus aujourd'hui que 33%<sup>20</sup>. En conséquence, on estime que les travailleurs recevant un salaire de 8\$ de l'heure ont un revenu correspondant au seuil de pauvreté réel actuel. Selon ces critères, plus de 20% des travailleurs appartiennent à la catégorie des « salariés pauvres »<sup>21</sup>.

Si les attaques antisyndicales étudiées ailleurs dans ce dossier ont contribué à affaiblir la défense des acquis des travailleurs et donc à la prolifération des salariés pauvres, la multiplication des emplois sous-payés et souvent précaires a, en retour, rendu plus difficile l'organisation des salariés pauvres sur leur lieu de travail. Les organisations syndicales ont été, en outre, directement attaquées par le tournant « entrepreneurial » de la gestion des villes américaines dicté par le « nouveau fédéralisme » reaganien. Avides d'attirer les entreprises et se souciant peu de leurs pratiques antisyndicales, les municipalités leur ont offert de généreuses exemptions d'impôts qui ont grevé les budgets publics. Pour réduire les déficits accumulés, elles se sont alors attaquées à l'emploi public, soustrayant un grand nombre de services à des entreprises privées payant leurs employés au salaire minimum et rejetant toute tentative de syndicalisation. Dans de nombreuses villes, cette pratique d'externalisation a entraîné pour les employés des municipalités une précarisation de l'emploi et une perte sèche de revenus. Pour ne prendre que l'exemple de la ville de Chicago, cela a signifié une baisse de salaire

---

20. En Europe le seuil officiel de pauvreté est fixé à 50% du revenu moyen. Pour les États-Unis cf. Jared Bernstein, « Official Poverty Measure Undercounts the Nation's Poor », *Economic Policy Institute*, juillet 2008; Thesia I. Garner, Kathleen S. Short, « Creating a Consistent Poverty Measure Over Time, Using NAC Procedures, 1996-2005 », *Working Paper* n°417, *Bureau of Labor Statistics*, avril 2008.

21. Working Poor Families, *Still Working Hard, Still Falling Short*, <http://www.workingpoorfamilies.org/pdfs/NatReport08.pdf> (consulté le 20 novembre 2011). Voir aussi Amy Gleismer, dir., *An Atlas of Poverty in America: One Nation, Pulling apart, 1960-2003*, New York, Routledge, 2005.

de 25 à 49% pour les anciens employés de la ville<sup>22</sup>. C'est pour répondre à ces attaques que le mouvement pour le salaire décent s'est développé.

### SYNDICATS ET COMMUNAUTÉS : LA CONSTRUCTION D'UN MOUVEMENT SOCIAL

Toutes les études portant sur les mouvements sociaux soulignent que l'existence de griefs partagés n'est pas un facteur suffisant pour le développement d'un mouvement d'envergure. Essentielles sont aussi les ressources susceptibles d'être mobilisées, la façon dont les activistes présentent leurs revendications et le type d'alliances politiques qu'ils peuvent tisser avec les élus susceptibles de changer la loi<sup>23</sup>. Autant d'éléments qui nous permettent de saisir la dynamique propre au mouvement pour un salaire décent.

Confronté à un réseau serré de Chambres de commerce et d'élus locaux conservateurs, ce mouvement devait impérativement construire un puissant rapport de force organisationnel et militant à un moment où le mouvement syndical se trouvait sérieusement affaibli, à la fois par la délocalisation des emplois industriels, une offensive antisyndicale généralisée et une stratégie défensive qui l'a coupé du nouveau prolétariat précaire et l'a rendu toujours plus captif du Parti démocrate, lui-même en phase de recentrage<sup>24</sup>. Dans ce contexte, la construction du rapport de force nécessaire imposait une approche novatrice impliquant la formation de coalitions d'un type nouveau entre certaines sections syndicales militantes, des associations communautaires et des groupes religieux progressistes.

---

22. Andy Merrifield, « The Urbanization of Labor. Living Wage Activism in the American City », *Social Text*, vol. 18, n°1, 2000, p. 31-32; Robert Pollin, « Living Wage, Live Action », *The Nation*, 23 novembre 1998. Pour l'évolution générale de la distribution des revenus au détriment des revenus du travail, cf. l'étude la plus récente du Congressional Budget Office, *Trends in the Distribution of Household Income Between 1979 and 2009*, Washington D.C., CBO, 2011.

23. J. Craig Jenkins, « Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements », *Annual Review of Sociology*, 1983, p.527-553; John McCarthy & Mayer N. Zald, « Resource Mobilization and Social Movements », *American Journal of Sociology*, vol.82, n° 6, mai 1977, p.1212-1241; Robert D. Benford & David A. Snow, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 2002, p.611-643.

24. Cf. Kim Moody, *U.S. Labor in Trouble and Transition*, New York, Verso, 2007, p.98-120; Nelson Lichtenstein, *The Retail Revolution. How Walmart Created a Brave New World of Business*, New York, Picador, 2009, p.156-196.

Dans cette perspective, un certain nombre de jeunes syndicalistes et de sections syndicales se situant en général à la gauche de l'AFL-CIO ont cherché depuis les années quatre-vingt à surmonter l'impasse dans laquelle se trouvait le mouvement ouvrier organisé, en adoptant une attitude plus combative et en recherchant des alliances avec toute une série de groupes engagés dans des luttes pour la justice sociale au niveau local. Ainsi, la campagne *Jobs with Justice* (Emploi et Justice) fut lancée à la fin des années quatre-vingt par des militants de *Communication Workers of America* (syndicat des employés de la communication) comme un mouvement national « œuvrant à travers des coalitions de syndicats, d'associations communautaires et religieuses ». Suivant une longue tradition des mouvements sociaux américains – on pense bien sûr au mouvement des droits civiques – *Jobs with Justice* s'est efforcé de construire une mobilisation à la base autour d'objectifs atteignables, afin de démontrer que la lutte paie et que la longue série de défaites essayées par le mouvement ouvrier n'était pas une fatalité. Cette coalition existe dans 24 États et 47 villes et a soutenu dès le départ le mouvement pour un salaire décent<sup>25</sup>. Une approche similaire a été adoptée par le S.E.I.U (*Service Employees International Union*) dont les membres sont concentrés dans les emplois à bas salaire et précaires (travailleurs de la santé, services à la personne, personnel d'entretien, de gardiennage et de maintenance d'immeubles) avec sa campagne « *Justice for Janitors* » (« justice pour les gardiens d'immeubles »), qui démontra l'importance du travail d'organisation à la base au niveau de la communauté – et non juste sur le lieu de travail – afin de défendre les intérêts d'un groupe professionnel dispersé sur une multitude de sites<sup>26</sup>.

L'élection de John Sweeney en 1995 à la tête de l'AFL-CIO fit espérer à beaucoup que la centrale syndicale allait embrasser cette nouvelle conception d'un « syndicalisme de mouvement social ». Même si ces espoirs furent déçus, Sweeney lança un programme qui contribua à renforcer les ressources humaines et organisationnelles susceptibles d'être mobilisées par le mouvement pour un salaire décent. Il lança en 1996 « *Union Summer* », un séminaire rassemblant durant les mois d'été des

25. *Jobs with Justice*, « Working Hard, Earning Less: The Story of Job Growth in America », *National Priorities Project*, [JwJ], 1998; Dan Clawson, *The Next Upsurge. Labor and the New Social Movements*, Ithaca, Cornell University Press, 2003, p.44-45.

26. Roger Waldinger *et al.*, « Helots No More: A Case Study of the Justice for Janitors Campaign in Los Angeles » in Kate Bronfenbrenner *et al.*, dir., *Organizing to Win: New Research on Union Strategies*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1998, p.102-118. Cette campagne a été popularisée par le film de Ken Loach, *Bread and Roses*, 2000.

centaines d'étudiants qui recevaient une formation à l'action syndicale. L'idée était d'attirer de nouveaux organisateurs – en particulier des femmes et des membres des minorités – et de favoriser la diffusion d'un sentiment pro-syndical parmi les jeunes. Cette initiative déboucha sur la campagne contre les *sweatshops*, ces « ateliers de misère » où étaient fabriqués la plupart des vêtements portant le logo des universités vendus sur les campus. Travaillant avec UNITE (*Union of Needletrades, Industrial and Textile Employees* – le syndicat de la confection), l'organisation *Students Against Sweatshops* mena des campagnes victorieuses contraignant les universités à renégocier les contrats avec les entreprises de la confection, en y incluant un salaire et des conditions de travail décentes. L'organisation s'engagea également dans le mouvement pour un salaire décent en se battant en faveur de meilleures conditions pour les employés de leurs universités<sup>27</sup>.

Toutes ces initiatives partageaient l'idée que, dans le contexte d'attaques frontales contre le mouvement ouvrier dans les entreprises, les syndicats devaient s'efforcer de trouver des alliés susceptibles d'atteindre et de mobiliser les travailleurs non seulement sur leur lieu de travail, mais au sein de leurs communautés. Dans cette perspective, une tradition tout américaine de *community organizing* offrait une série de ressources qui furent essentielles dans la construction du mouvement pour un salaire décent. Le réseau le plus important se rattachant à cette tradition et qui devint la colonne vertébrale du mouvement était ACORN (*Association of Community Organizations for Reform Now*), qui fédère des dizaines de groupes locaux organisant les pauvres, salariés ou non, en vue de mener des campagnes pour améliorer leur situation.

Trouvant ses racines dans les mouvements des années soixante, ACORN fut créée par des militants qui avaient participé aux campagnes pour les droits civiques et à la lutte contre la pauvreté lancée par le président Johnson. Wade Rathke, son fondateur, avait été membre de l'organisation étudiante S.D.S. (*Students for a Democratic Society*) et, après l'effondrement de celle-ci, il avait rejoint la *National Welfare Rights Organization*, dont l'objectif était d'organiser les pauvres afin de peser sur la politique d'aide publique mise en place par Johnson<sup>28</sup>. Il prit

27. Nella Van Dyke, Marc Dixon, Helen Carlon, « Manufacturing Dissent: Labor Revitalization, Union Summer and Student Protest », *Social Forces*, vol.86, n°1, septembre 2007, p.193-214; Liz Featherstone, *Students Against Sweatshops*, New York, Verso, 2002.

28. Gary Delgado, *Organizing the Movement: The Roots and Growth of ACORN*, Philadelphie, Temple University Press, 1986, p.14-38.

rapidement conscience des limites de l'approche de la N.R.W.O., dont l'objectif était d'inscrire le plus de pauvres possible sur les listes des bénéficiaires de l'aide sociale. Non seulement cette approche ne s'attaquait pas aux causes de la pauvreté mais, dans le contexte du tournant conservateur du début des années soixante-dix, elle allait faciliter la division entre les pauvres et leurs alliés potentiels au sein de la classe ouvrière et des employés du tertiaire. En créant ACORN en 1970, il proposait une stratégie différente, qui passait par la construction d'une organisation regroupant les salariés pauvres et les bénéficiaires de l'aide sociale et travaillant en alliance avec les organisations syndicales<sup>29</sup>.

S'inspirant des principes de Saul Alinsky, le père fondateur du *community organizing* - dont la règle d'or était « Ne faites jamais, jamais pour les autres ce qu'ils peuvent faire pour eux-mêmes » -, ACORN s'est attachée à construire des structures permanentes encourageant la participation active des membres de la communauté et établissant des liens solides avec d'autres institutions présentes au sein des quartiers, en premier lieu les syndicats et les Églises. Et, toujours en suivant Alinsky, ACORN s'est développée en amenant les groupes locaux à organiser les gens autour d'objectifs atteignables, menant des campagnes sur les questions du logement, de la qualité des écoles publiques et du salaire décent<sup>30</sup>. En 2008, le réseau d'ACORN regroupait environ 400 000 affiliés dans une centaine de villes et une quarantaine d'États<sup>31</sup>.

ACORN a toujours travaillé en lien étroit avec les organisations syndicales, amenant souvent celles-ci à s'intéresser aux salariés pauvres qu'elles avaient tendance à négliger, en démontrant par ses campagnes le potentiel de combativité qui existait parmi ces travailleurs. ACORN est depuis le début un partenaire actif du mouvement *Jobs with Justice*, et des alliances locales entre ACORN et le syndicat des travailleurs des services (SEIU), de la restauration et de l'hôtellerie (HERE) et des collectivités locales (AFSCME) ont mené de nombreuses campagnes victorieuses dans

29. John Atlas, *Seeds of Change : The Story of ACORN, America's Most Controversial Antipoverty Community Organizing Group*, Nashville, Vanderbilt University Press, 2010, p. 3-17.

30. *Ibidem*, p.20-23; Saul Alinsky, *Rules for Radicals*, New York, Vintage Books, 1989; Sanford H. Horwitt, *Let Them Call me Rebel: Saul Alinsky, His Life and Legacy*, New York, Alfred Knopf, 1992.

31. P. Dreier, J. Atlas, « The GOP's Blame-ACORN Game », *art. cit.*

un certain nombre d'États<sup>32</sup>. Ce sont ces coalitions qui, après la victoire de Baltimore, organisèrent en 1998 la première conférence visant à structurer le mouvement pour un salaire décent au niveau national<sup>33</sup>.

ACORN a également joué un rôle essentiel pour rallier les organisations religieuses progressistes à ces coalitions. Si la mobilisation de la droite chrétienne aux côtés des Républicains a renforcé le camp conservateur au cours des dernières décennies, elle a tendu à faire oublier qu'il existait aux États-Unis une forte tradition religieuse progressiste engagée dans les luttes pour une plus grande justice sociale. On pense, encore une fois, au mouvement pour les droits civiques, mais depuis les années soixante, des secteurs importants de l'Église catholique et des Églises protestantes progressistes, blanches et noires, se sont engagés au niveau des quartiers dans des luttes visant à améliorer l'environnement social des populations les plus défavorisées<sup>34</sup>. Comme on l'a vu, c'est une telle coalition de paroisses qui prit l'initiative de la première campagne pour un salaire décent à Baltimore.

Plusieurs réseaux d'organisations religieuses progressistes se sont structurés au cours des dernières décennies au niveau du pays, apportant leur contribution particulière à la tradition de *community organizing*. Le premier, *Industrial Areas Foundation* (IAF) est l'héritier direct du mouvement fondé par Saul Alinsky dans les années 1930 et 1940 à Chicago, où il avait obtenu le soutien du jeune syndicat d'industrie de John Lewis et du puissant archevêché catholique de la ville pour défendre les intérêts des populations ouvrières pauvres du quartier *Back of the Yards*. Ed Chambers, qui prit la relève d'Alinsky dans les années 1970, développa son réseau au niveau national en s'appuyant sur les paroisses catholiques des quartiers pauvres, en particulier hispaniques<sup>35</sup>. L'I.A.F.

---

32. G. Delgado, *Organizing the Movement, op.cit.*, p.112-114; Steve Kest, « ACORN's Experience Working With Labor », in D. B. Reynolds, dir., *Partnering for Change, op.cit.*, p.29-32.

33. Stephanie Luce, « ACORN and the Living Wage Movement », in Robert Fisher, dir., *The People Shall Rule: ACORN, Community Organizing and the Struggle for Economic Justice*, Nashville, Vanderbilt University Press, 2009, p.131-150; Robert Pollin, « Living Wage, Live Action », *The Nation*, 23 novembre 1998.

34. Helene Slessarev Janin, *Prophetic Activism: Progressive Religious justice Movements in Contemporary America*, New York, New York University Press, 2011; Richard L. Wood, *Faith in Action. Religion, Race, and Democratic Organizing in America*, Chicago, University of Chicago Press, 2002.

35. Robert A. Slayton, *Back of the Yards: The Making of Local Democracy*, Chicago, University of Chicago Press, 1988; Edwards T. Chambers et Michael M. Cowan, *Roots*

compte aujourd'hui 56 groupes locaux dans 21 États. P.I.C.O (*People Improving Communities Through Organizing*) trouve également son origine à Chicago dans la tradition d'Alinsky et le mouvement pour les droits civiques. Il compte aujourd'hui 50 groupes locaux dans 17 États. Enfin, Gamaliel est un autre réseau fondé en 1968 dans le ghetto noir du *West Side* de Chicago qui s'est développé avant tout dans les quartiers urbains afro-américains et qui compte environ 55 groupes locaux dans une vingtaine d'États<sup>36</sup>. Ces réseaux pris ensemble regroupent plusieurs milliers de paroisses comptant près de deux millions de membres<sup>37</sup>.

Toutes ces organisations partagent des valeurs similaires, qui viennent de leur lecture des Évangiles du point de vue des pauvres, et la volonté de traduire ces valeurs en action afin de transformer le monde tel qu'il est en un monde tel qu'il devrait être selon la formule de l'I.A.F. Elles partagent également un modèle d'organisation qui passe par le recrutement de congrégations – et non simplement d'individus comme le fait ACORN – dans leur réseau et, – à l'instar d'ACORN – elles cherchent à développer le capital social des communautés défavorisées et à y faire émerger des leaders naturels permettant leur autonomisation (*empowerment*). Il ne s'agit donc pas de bien-pensants progressistes menant des actions charitables, mais de chrétiens engagés qui veulent aider les pauvres à s'organiser eux-mêmes pour obtenir plus de justice sociale.

Ces réseaux se sont montrés les alliés naturels d'ACORN et des organisations syndicales engagées dans le mouvement pour un salaire décent. Tout en partageant avec ces derniers l'aspiration à une plus grande justice et la volonté de mobiliser les pauvres eux-mêmes, les réseaux religieux progressistes ont apporté une contribution particulière au mouvement. Au sein de la campagne pour un salaire décent, les organisations religieuses ont souvent été présentées comme des structures médiatrices, permettant de confronter et combiner les préoccupations des organisations syndicales ouvrières, des organisations pour les droits civiques et des associations des immigrés. Elles ont aussi apporté un soutien numérique substantiel que les syndicats, conscients que beaucoup

---

*for Radicals: Organizing for Power, Action and Justice*, New York, Continuum International Pub., 2004.

36. Dennis A. Jacobsen, *Doing Justice: Congregations and Community Organizing*, Minneapolis, Fortress Press, 2001; Heidi J. Swarts, *Organizing Urban America. Secular and Faith-Based Progressive Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2008, p.xiii-xxi.

37. M. C. Snarr, « Oh Mary Don't You Weep: Progressive Religion in the Living Wage Movement », *art. cit.*, p.274-278.



plus d'ouvriers sont membres d'une paroisse que d'une section syndicale, ne pouvaient négliger. Grâce au relais de campagnes lancées par les structures nationales des Églises, telles que *Interfaith Worker Justice* (regroupant des catholiques, des protestants, des juifs et des musulmans) ou *Let Justice Role Living Wage Campaign* (lancée par les dénominations protestantes progressistes appartenant au *National Council of Churches*), elles ont également permis de donner un écho national au mouvement pour un salaire décent. La présence de membres du clergé dans les actions les plus militantes a également contribué à légitimer le mouvement aux yeux d'une population qui a un grand respect pour la religion<sup>38</sup>.

Si le mouvement pour un salaire décent partait de motivations économiques, il prit dès le départ une importante dimension morale, sans doute renforcée par la présence de forces religieuses au sein de la coalition. Après tout, la notion même d'un salaire décent (*living wage*) comme exigence morale avait été avancée au début du vingtième siècle par un prêtre catholique, John A. Ryan, qui fut par la suite conseiller du président Franklin Roosevelt pour les questions sociales<sup>39</sup>. Et cette notion fut essentielle pour souder la coalition autour de l'idée du « minimum moral ». Il s'agissait aussi là d'un choix prenant une résonance particulière dans le contexte culturel et politique d'une révolution conservatrice qui prétendait œuvrer au nom de valeurs morales chrétiennes conçues essentiellement comme un moyen de brider les relations sexuelles entre les individus, tout en fustigeant l'« assistanat » dont abusaient les pauvres<sup>40</sup>. En exigeant le « minimum moral », le mouvement pour un salaire décent réussit à retirer aux conservateurs le monopole qu'ils s'étaient octroyé sur les « valeurs ». En affirmant que l'argent public devait servir le bien public et que « le travail devait payer décemment », il fit appel au sens de l'équité des Américains tout en affaiblissant le discours conservateur qui rend les pauvres responsables de

---

38. Melissa C. Snarr, « Religion, Race, and Bridge Building in Economic Justice Coalitions », *Working USA*, mars 2009, p.73-77; Andy Merrifield, « The Urbanization of Labor. Living Wage Activism in the American City », *op. cit.*, p.97; Kim Bobo, « Religion-Labor Partnerships. Alive and Growing in the New Millenium », in D. B. Reynolds, *Partnering for Change*, *op. cit.*, p.19-28.

39. John A. Ryan, *A Living Wage*, New York, McMillan, 1906; Francis Broderick, *Right Reverend New Dealer: John A. Ryan*, New York, Macmillan, 1963.

40. Morris P. Fiorina, Samuel J. Abrams, Jeremy Pope, *Culture War: The Myth of a Polarized America*, New York, Longman, 2011.

leur situation<sup>41</sup>. En alliant absolutisme moral et pragmatisme politique, le mouvement réussit à trouver des alliés au sein des administrations locales et, graduellement, à étendre sa revendication pour toucher un plus grand nombre de travailleurs. En soumettant l'exigence d'un salaire décent à des référendums d'initiatives populaires qui ont remporté de larges majorités, le mouvement a fait la démonstration de la popularité de cette revendication et amené les Démocrates, majoritaires au Congrès entre 2006 et 2010, à introduire une hausse substantielle du salaire minimum de 5.15\$ en 2006 à 7.25\$ aujourd'hui<sup>42</sup>.

## CONCLUSION

Malgré le contexte très défavorable de la révolution conservatrice, le mouvement pour un salaire décent a démontré la possibilité de former une coalition progressiste entre des groupes sociaux et des organisations qui travaillent d'ordinaire séparément. Cette campagne, enracinée au niveau local, a su exploiter le « possibilisme réformiste » permis par la très forte décentralisation du système politique américain afin de remporter des victoires partielles et de créer ainsi une dynamique gagnante. En portant la lutte au sein de la communauté, la coalition a donné une plus grande visibilité aux revendications des travailleurs et a offert au mouvement syndical de nouvelles opportunités de recrutement qui représentent une voie pour sa revitalisation. Comme le note en effet l'historien Nelson Lichtenstein, de tels mouvements alliant syndicats et citoyens engagés ont été à l'origine de tous les grands mouvements de réforme du vingtième siècle<sup>43</sup>. Pourtant, les attaques contre ACORN présentées en introduction, tout comme les attaques contre les syndicats du secteur public, amènent à une certaine prudence dans l'évaluation de ce mouvement et de ses potentialités. L'attaque contre ACORN a en effet démontré la détermination inébranlable et la puissance de feu des forces conservatrices, qui ne trouvent aucun équivalent dans le camp

---

41. Shehzad Nadeem, « The Living Wage Movement and the Economics of Morality », in Patrick G. Coy, dir., *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, vol. 28, 2008, p.139-148; Jon Gertner, « What is a Living Wage? », *New York Times magazine*, 15 janvier 2006.

42. Sasha Abramsky, « The Moral Minimum », *The Nation*, 19 octobre 2006; Monica Davey, « Liberal Find Rays of Hope in Ballot Measures », *New York Times*, 9 novembre 2006; Carl Hulse, « House by a Wide Margin, Backs Minimum Wage Rise », *New York Times*, 11 janvier 2007.

43. Nelson Lichtenstein, *State of the Union*, Princeton, Princeton University Press, 2002, p.264-265.

progressiste. Peu de voix démocrates se sont élevées au Congrès pour bloquer la campagne visant à retirer toute subvention à l'association. Nombre de ses donateurs progressistes ont annulé leur financement et ACORN a dû fermer ses portes au début 2010. Même si l'on peut s'attendre à voir se regrouper ces activistes progressistes au sein de nouvelles associations, on peut aussi s'attendre à ce que les forces conservatrices poursuivent leur campagne afin de débusquer et anéantir tout mouvement progressiste dans le pays<sup>44</sup>.

## BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Alinsky, Saul, *Rules for Radicals*, New York, Vintage Books, 1989.
- Atlas, John, *Seeds of Change: The Story of ACORN, America's Most Controversial Antipoverty Community Organizing Group*, Nashville, Vanderbilt University Press, 2010.
- Benford, Robert D. & David A. Snow, « Framing Processes and Social Movements: AN Overview and an Assesment », *Annual Review of Sociology*, 2002, p.611-643.
- Boushey, Heather, « No Way Out : How Prime-Age Workers Get Trapped in Minimum Wage Jobs », *WorkingUSA*, vol.8, n° 6, décembre 2005, p.659-670.
- Broderick, Francis, *Right Reverend New Dealer. John A. Ryan*, New York, Macmillan, 1963.
- Bronfenbrenner, Kate, *et al.*, *Organizing to Win: New Research in Union Strategies*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1998.
- Chambers, Edards T., Michale M. Cowan, *Roots for Radicals: Organizing for Power, Action and Justice*, New York, Continuum International Pub., 2004
- Clawson, Dan, *The Next Upsurge. Labor and the New Social Movements*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2003.
- Congressional Budget Office, *Trends in the Distribution of Household Income Between 1979 and 2009*, Washington D.C., CBO, 2011.
- Coy, Patrick G., dir., *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, Henley, UK, Emerald Publishing, 1928.
- Debouzy, Marianne, *Le monde du travail aux États-Unis : les temps difficiles (1980-2005)*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- Delgado, Gary, *Organizing the Movement : The Roots and Growth of ACORN*, Philadelphie, Temple University Press, 1986.
- Dreier, Peter, Martin, Christopher R., « How ACORN Was Framed: Political Controversy and Media Agenda Setting », *Perspectives on Politics*, vol.8, n°3, septembre 2010, p. 761-792.

---

44. Elles l'ont déjà fait à propos d'une nouvelle organisation « Affordable Housing Centers of America », surgit des cendres d'ACORN et dénoncée comme telle par Fox News. Cf. Stephen Clark, « An ACORN by any other name still smells like an ACORN », <http://www.foxnews.com/politics/2010/03/25/similar-groups-acorns-place-republicans-foul/>, consulté le 3 mars 2012.

- Featherstone, Liz, *Students Against Sweatshops*, New York, Verso, 2002.
- Figart, Deborah M., dir., *Living Wage Movements. Global Perspectives*, London & New York, Routledge, 2004.
- Fiorina, Morris P., Samuel J. Abrams, Jeremy Pope, *Culture War: The Myth of a Polarized America*, New York, Longman, 2011.
- Fisher, Robert, dir., *The People Shall Rule: ACORN, Community Organizing and the Struggle for Economic Justice*, Nashville, Vanderbilt University Press, 2009.
- Gertner, John, « What is a Living Wage? » *New York Times Magazine*, 15 janvier 2006.
- Gleisner, Amy, dir., *An Atlas of Poverty in America: One Nation, Pulling Apart, 1960-2003*, New York, Routledge, 2005.
- Hecker, Daniel E., « Occupational Employment Projections », *Monthly Labor Review*, vol.124, n°11, novembre 2001, p.57-84.
- Horwitt, Stanford H., *Let Them Call me Rebel: Saul Alinsky, His Life and Legacy*, New York, Alfred Knopf, 1992.
- Jacobsen, Dennis A., *Doing Justice: Congregations and Community Organizing*, Minneapolis, Fortress Press, 2001.
- Janin, Helene Slessarev, *Prophetic Activism: Progressive Religious Justice Movements in Contemporary America*, New York, New York University Press, 2011.
- Jenkins, J. Craig, « Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements », *Annual Review of Sociology*, 1983, p.527-553.
- Kallenberg, Arne L., Resking, Barbara F., Hudson, Ken, « Employment Relations and Job Qualities in the United States », *American Sociological Review*, vol.65, n°2, avril 2000, p.256-278.
- Levin-Waldman, Oren M., *The Political Economy of the Living Wage: A Study of Four Cities*, Armonk, N.Y., M.E. Sharpe, 2005.
- Lichtenstein, Nelson, *State of the Union*, Princeton, Princeton University Press, 2002.
- Lichtenstein, Nelson, *The Retail Revolution. How Walmart created a Brave New World of Business*, New York, Picador, 2009, p.156-196.
- McCarthy, John & Mayer N. Zald, « Resource Mobilization and Social Movements », *American Journal of Sociology*, vol.82, n°6, mai 1977, p.1212-1241.
- Merrifield, Andy, « The Urbanization of Labor. Living Wage Activism in the American City », *Social Text*, vol.18, n°1, 2000, p.31-32.
- Moody, Kim, *U.S. Labor in Trouble and Transition*, New York, Verso, 2007, p.98-120.
- Ness, Immanuel, « Poverty, Welfare, and the Labor Movement », *WorkingUSA*, vol.6, n°3, décembre 2002, p.3-7.
- Norlund, Willis J., *The Quest for a Living Wage: The History of the Federal Minimum Wage Program*, Westport, CT, Greenwood Pub., 1997, p.31-50.
- Piven, Frances Fox, « Discipline and Seduction: The Campaign to Regulate American Workers », *WorkingUSA*, vol.6, n°3, décembre 2002, p.8-17.
- Reynolds, David B., dir., *Partnering for Change : Unions and Community Groups Build Coalitions for Economic Justice*, Armonk, N.Y., M.E. Sharpe, 2004.
- Richet, Isabelle, « La Providence sans l'État? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°75, 2004, p.96-106.
- Ryan, John A., *A Living Wage*, New York, Mcmillan, 1806.

- Sauviat, Catherine, « La revalorisation du salaire minimum : une priorité du nouveau Congrès », *Chronique Internationale de l'IRES*, n° 104, janvier 2007, p.30-49.
- Sauviat, Catherine, Lizé, Laurence, *La crise du modèle social américain*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.
- Sawicky, Max B., « The Mirage of Welfare Reform », *WorkingUSA*, vol.6, n°3, décembre 2002, p.55-69.
- Shulman, Beth, *The Betrayal of Work. How Low-Wage Jobs Fail Million Americans and Their Families*, New York, New Press, 2003.
- Slayton, Robert A., *Back of the Yards: The Making of Local Democracy*, Chicago, University of Chicago Press, 1988.
- Swarts, Heidi J., *Organizing Urban America. Secular and Faith-Based Progressive Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2008.
- Theodos, Brett, Bednarzik, Robert, « Earnings Mobility and Low-Wage Workers in the United States », *Monthly Labor Review*, vol.129, n°6, juillet 2006, p.34-47.
- Van Dyke, Nella, Marc Dixon, Helen Carlon, « Manufacturing Dissent: Labor Revitalization, Union Summer and Student Protest », *Social Forces*, vol.86, n°1, septembre 2007, p.193-214.
- Wood, Richard L., *Faith in Action. Religion, Race, and Democratic Organizing in America*, Chicago, University of Chicago Press, 2002.